



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Direction Départementale des Territoires

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la
société AFM Recyclage pour son installation de recyclage et de valorisation de déchets
métalliques, de véhicules hors d'usage et de déchets d'équipements électriques et
électroniques exploitée chemin de la Ménude – Z.I. En Jacca à COLOMIERS (31772)**

N°84

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ; L. 541-2 et L. 541-32 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 réglementant l'exploitation des installations de la société AFM Recyclage, située 27, chemin de la Ménude à COLOMIERS ;

Vu le rapport d'inspection du 10 juin 2025 relatif à la visite d'inspection du 12 mai 2025 de l'inspection des installations classées de l'installation exploitée par la société AFM Recyclage chemin de la Ménude – Z.I. En Jacca à COLOMIERS (31772) ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection des installations classées relatif à l'inspection du 12 mai 2025 à l'exploitant le 13 juin 2025, en recommandé avec accusé de réception (reçu le 24 juin 2025), pour qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse formulée par l'exploitant au terme du délai déterminé dans le courrier susvisé ;

Considérant que la société AFM Recyclage exploite des installations classées sur son site ;

Considérant que, lors de la visite d'inspection du 12 mai 2025, l'inspection des installations classées a constaté l'absence d'exercice de défense contre l'incendie ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé ;

Considérant que le non-respect de certaines dispositions réglementaires, résultant des modalités d'exploitation des installations, porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFM Recyclage de respecter les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie

Arrête :

Art. 1^{er} : La société AFM Recyclage (numéro de SIRET : 38348263500182), dont le siège social est situé au 19, chemin de Guiteronde Lieu-dit Prairies, 33140 VILLENAVE-D'ORNON, exploitant une plate-forme de recyclage et de valorisation de déchets métalliques, de véhicules hors d'usage et de déchets d'équipements électriques et électroniques, chemin de la Ménude, Z.I. En Jacca à COLOMIERS, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié susvisé :

- **sous un délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit respecter l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifié en réalisant un exercice de défense contre l'incendie et en établissant un compte-rendu de cet exercice.

Art. 2 : À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Art. 3 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de TOULOUSE dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique Téléréours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AFM Recyclage.

Fait à Toulouse, le 4 SEP. 2025

Pour le préfet
et par délégation :
Le secrétaire général,

Baptiste MANDARD

